



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un effort supplémentaire est nécessaire en matière d'aide, de commerce et de dette pour atteindre les objectifs anti-pauvreté, selon l'ONU

La coopération internationale au développement se trouve à la croisée des chemins en 2010

NEW YORK, LE 16 SEPTEMBRE 2010 - L'Organisation des Nations Unies avertit aujourd'hui que l'insuffisance des fonds destinés à prendre les mesures convenues pour combattre la pauvreté et relever les niveaux de vie met en danger la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), huit objectifs convenus au niveau international visant à réduire la pauvreté, la faim, la mortalité maternelle et infantile, la maladie, les logements inadéquats, l'inégalité entre les sexes et la dégradation environnementale d'ici 2015.

Alors que les dirigeants du monde s'apprêtent à se retrouver la semaine prochaine pour un sommet destiné à relancer les progrès en la matière, un nouveau rapport de l'ONU, *Le Partenariat mondial pour le développement à la croisée des chemins*, conclut à de sérieux déficits par rapport à ces engagements, alors que nous ne sommes qu'à cinq ans de la date butoir fixée pour la réalisation de ces objectifs.

Bien que les flux d'aide aient atteint la somme inégalée de 120 milliards de dollars en 2009, l'un des problèmes les plus urgents épinglés dans le rapport réside dans le fait qu'actuellement, il manque 20 milliards de dollars par rapport au niveau d'aide annuel convenu il y a cinq ans lors du Sommet du G8. À Gleneagles, les membres du G8 s'étaient engagés à augmenter leur aide publique au développement (APD) de 50 milliards de dollars en 2010 et à doubler leur aide à l'Afrique de 25 milliards de dollars. À l'heure actuelle, le déficit de financement est de plus de 16 milliards de dollars rien que pour les engagements envers l'Afrique.

Même si l'APD passe comme prévu à 126 milliards de dollars en 2010, cela ne suffira pas pour atteindre la cible convenue, ce qui veut dire que les promesses de Gleneagles ne seront vraisemblablement pas tenues d'ici la fin de l'année, date prévue pour leur expiration. C'est pourquoi le rapport demande un nouvel engagement en faveur de la cible de 0,7 pour cent du revenu national brut des pays donateurs à consacrer à l'APD, cible établie de longue date par l'ONU. Le déficit actuel par rapport à cette cible-là pourrait être comblé d'ici 2015 avec une augmentation annuelle de l'APD d'environ 35 milliards de dollars pour chacune des cinq années à venir, afin d'atteindre environ 300 milliards de dollars d'ici 2015.

En outre, le rapport fait remarquer que même si la transparence s'est améliorée en matière d'aide, il est nécessaire de poursuivre les efforts de responsabilisation mutuelle afin de garantir l'efficacité de l'APD.

Le rapport de l'ONU reconnaît également le rôle de plus en plus important joué par des pays qui ne sont pas des bailleurs de fonds traditionnels mais qui contribuent aux initiatives en faveur des OMD dans les pays en développement. Les gouvernements des économies en développement ou en transition rapportent avoir fourni une assistance à hauteur de 9,6 milliards de dollars en 2008, notamment par le biais de la coopération économique et financière sud-sud, la recherche de sources de financement innovantes et une collaboration pour la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale.

"D'énormes progrès ont été accomplis pour renforcer les partenariats [internationaux], explique le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon. Mais la date butoir convenue de 2015 s'approche rapidement et il reste beaucoup à faire."

Le rapport a été rédigé par le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD, qui regroupe plus de 20 agences onusiennes, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce groupe évalue les progrès réalisés par le partenariat pour le développement mondial réclamé par l'OMD 8. Lors du Sommet du Millénaire en 2000, les dirigeants du monde s'étaient engagés à "créer un environnement - aussi bien au niveau national que mondial - favorable au développement et à l'élimination de la pauvreté."

AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

Bien que le commerce mondial se soit redressé depuis la crise économique et financière mondiale de 2008, on ne constate pas de réduction significative des barrières douanières imposées par les pays développés et les droits de douane restent relativement élevés pour des produits clés importés des pays en développement.

Seulement 81 pour cent des exportations des pays les moins avancés, à l'exclusion des armes et du pétrole, peuvent entrer en franchise de droits sur les marchés des pays industrialisés. On est loin des promesses faites en 2005 à Hong Kong par les membres de l'OMC, qui s'étaient engagés à donner à 97 pour cent des exportations des pays les plus pauvres un accès en franchise de droits et hors quota aux marchés des pays riches.

Le rapport de l'ONU exhorte donc les parties à intensifier leurs efforts pour conclure le cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha sous l'égide de l'OMC en des termes favorables au développement, et ce dans un délai réaliste, et de veiller à ce que les pays les plus vulnérables reçoivent le soutien nécessaire pour renforcer leurs capacités commerciales.

De plus, même si les subsides agricoles des pays développés ont baissé en 2008 en pourcentage du produit national brut, à 376 milliards de dollars par an, ils représentent toujours trois fois le montant actuel des flux d'APD et restent élevés en termes absolus. Cela continue de faire baisser les prix et les possibilités de revenus des agriculteurs des pays en développement, ce qui affecte la sécurité alimentaire surtout – et c'est ce qui est le plus inquiétant – dans les endroits où la faim est très répandue.

En 2008, les engagements en faveur de l'aide pour le commerce aux pays en développement ont augmenté de 35 pour cent en termes réels pour atteindre un niveau record de près de 42 milliards de dollars. Mais les ressources restent concentrées dans un petit nombre de pays. Les dix principaux bénéficiaires comptent pour 45 pour cent du total, alors que les PMA n'en ont reçu que 25 pour cent. Le rapport recommande de continuer cet engagement fort en faveur de l'aide pour le commerce et de veiller à ce que des ressources suffisantes aillent aux plus nécessiteux.

PROMESSES D'ALLÉGER LE POIDS DE LA DETTE

Un allègement de la dette à hauteur d'environ 86 milliards de dollars a été accordé à 35 des pays les plus pauvres du monde. Mais sur les 39 pays à faible revenu ou petits pays à moyen revenu qui ont été évalués, 27 sont en état de surendettement ou courent un risque élevé de se retrouver dans cette condition. Il existe un autre problème, à savoir que les principales initiatives actuelles d'allègement de la dette arrivent à terme. Pour résoudre de façon globale les problèmes d'endettement de tous les pays en développement, le rapport recommande d'adopter des conditions plus souples et de créer un nouveau mécanisme pour une restructuration ordonnée des dettes souveraines encourues suite à la crise économique.

ACCÈS AUX MÉDICAMENTS ET À LA TECHNOLOGIE

Le Groupe de travail relève le fait que le coût de nombreux médicaments de première nécessité est en hausse, ce qui veut dire que même les génériques les moins chers pour les affections tant chroniques qu'aiguës restent hors de portée pour la plupart des pauvres de la planète. En 2008, les habitants des pays en développement payaient en moyenne trois à six fois les prix de référence internationaux.

L'accès aux technologies de l'information et des communications, en particulier la téléphonie mobile et l'Internet, a progressé plus rapidement dans le monde en développement, mais le fossé numérique entre riches et pauvres reste très large. Alors qu'il y a plus d'abonnements au téléphone mobile que d'habitants dans le monde développé, le taux de pénétration n'est que de 57 pour cent dans les pays en développement. Le fossé se creuse encore en ce qui concerne l'Internet. Il y a 64 pour cent d'utilisateurs de l'Internet dans le monde développé contre 18 pour cent dans les pays en développement. Il faut donc investir davantage dans ce domaine.

En outre, les pays doivent aussi avoir accès aux technologies de production d'énergie renouvelable et de protection environnementale pour répondre avec efficacité aux changements climatiques et améliorer la réduction des risques de catastrophe. Le rapport y voit un domaine clé pour renforcer le partenariat mondial et exhorte le monde développé à respecter les engagements financiers pris lors de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique de 2009 à Copenhague.

Pour de plus amples informations, voir www.un.org/esa/policy/mdggap

CONTACTS MÉDIA

Tim Wall, Département de l'information de l'ONU, Tél. : +1 212 963 5851, wallt@un.org

Newton Kanhema, Département de l'information de l'ONU, Tél. : +1 212 963 5602, kanhema@un.org

Sandra Macharia, Programme des Nations Unies pour le développement, Tél. : +1 212 906 5377, sandra.macharia@undp.org